



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/AC.243/1994/L.8
21 juin 1992
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

GROUPE DE TRAVAIL SPÉCIAL
INTERGOUVERNEMENTAL D'EXPERTS
CRÉÉ PAR LA RÉOLUTION 48/218
DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Deuxième session
13-17 juin 1994

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SPÉCIAL INTERGOUVERNEMENTAL
D'EXPERTS CRÉÉ PAR LA RÉOLUTION 48/218 DE L'ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE SUR LES TRAVAUX DE SA DEUXIÈME SESSION

I. INTRODUCTION

1. La deuxième session du Groupe de travail spécial intergouvernemental d'experts créé par la résolution 48/218 de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 1993, s'est tenue au Siège de l'ONU à New York, du 13 au 17 juin 1994.

II. QUESTIONS D'ORGANISATION

A. Participation

2. Ont participé à la session des experts de 23 États Membres et les représentants d'organes et de bureaux de l'ONU invités. On trouvera en annexe à la section A du présent rapport la liste des participants. Le Groupe de travail a tenu 10 séances officielles et invité les membres du Secrétariat dont les noms figurent en annexe à la section B à fournir des informations et des précisions.

B. Organisation des travaux

3. Le Groupe de travail a examiné les questions mentionnées au paragraphe 18 du rapport sur les travaux de sa première session (A/AC.243/1994/L.5) qu'il avait identifiées comme exigeant un examen plus approfondi. Il était saisi d'un document de séance contenant le calendrier de travail (A/AC.243/1994/CRP.2).

C. Documentation

4. Outre les documents communiqués aux experts à la première session, le Groupe de travail était saisi d'un document intitulé "Observations sur les mesures susceptibles de réduire les cas présumés de fraude", présenté par l'expert français (A/AC.243/1994/L.6).

III. QUESTIONS DE FOND

5. Le Groupe de travail, conformément à la décision prise à sa première session a examiné les questions suivantes :

a) Ampleur du problème des fraudes commises de l'extérieur et de l'intérieur de l'Organisation des Nations Unies; le Secrétariat a donné au Groupe de travail des informations à cet égard;

b) Examen des règles, procédures et mécanismes actuels en matière de prévention et de détection des irrégularités financières. Le Groupe de travail a conclu qu'il fallait actualiser les règles et règlements financiers comme il convenait;

c) Examen des mécanismes disciplinaires : le Groupe de travail avait donné des informations détaillées sur les mécanismes disciplinaires existants. Ses membres ont avancé un certain nombre d'idées;

d) Recouvrement des sommes détournées; le Groupe de travail a également étudié cette question.

6. En ce qui concerne les questions susmentionnées, le Groupe de travail a décidé que les membres présenteraient des propositions concrètes qui seraient examinées de façon approfondie à sa troisième et dernière session, au cours de laquelle il adopterait les recommandations qu'il présenterait à l'Assemblée générale.

7. Après avoir présenté par écrit des propositions (document A/AC.243/1994/L.6), l'expert français a été prié de préciser certaines de ses propositions. À la suite d'un échange de vues approfondi sur ce document, le Groupe de travail a estimé que ces propositions constituaient une bonne base d'étude.

8. Nombre d'experts ont présenté des propositions en vue de l'adoption de recommandations provisoires, qui figurent dans le document A/AC.243/1994/CRP.3. Le Groupe de travail a décidé de n'examiner à sa troisième session que ces propositions ainsi que d'autres qui pourraient lui être présentées.

IV. ARRANGEMENTS POUR LA TROISIÈME SESSION

9. Le Groupe de travail a décidé de tenir sa troisième session au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 6 au 9 septembre 1994.

V. ADOPTION DU RAPPORT

10. À la 9e séance, le Rapporteur a présenté et révisé oralement le projet de rapport du Groupe de travail sur les travaux de sa deuxième session. Les membres du Groupe de travail ont également révisé le projet de rapport.

11. À la 10e séance, le Groupe de travail a adopté le projet de rapport révisé.

VI. CLÔTURE DE LA SESSION

12. À la 10e séance, le Président a pris acte de la décision des membres du Groupe de travail en ce qui concerne les travaux de la troisième session. Il a remercié les experts de leur contribution et de leur coopération. Il a également remercié le Secrétariat de son soutien et a déclaré close la deuxième session.

ANNEXE

Liste des participants

A. Experts

ALGÉRIE	M. M'hand Ladjouzi, conseiller, spécialiste des questions administratives et budgétaires, Ministère des affaires étrangères
ALLEMAGNE	M. Helmut Kitschenberg, Président de l'Académie fédérale d'administration publique
ARGENTINE	Mme Silvia Fernandez, conseillère juridique, Mission permanente
ARMÉNIE	M. Movses Abelian, Premier Secrétaire, Mission permanente
AZERBAÏDJAN	M. Rufat N. Novruzov, conseiller, Mission permanente
BARBADE	S. E. M. Besley Maycock, Représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies
BRÉSIL	M. Lucius Maia Araujo, Vérificateur des comptes, Secrétariat au Trésor
CANADA	Mme Bonnie Miller, auditeur général adjoint
CHINE	M. Wang Baoliu, Ministre, conseiller spécial pour les affaires économiques, Département des organisations et des conférences internationales, Ministère des affaires étrangères
COLOMBIE	M. Hernando Clavijo, Ministre conseiller, Mission permanente
ÉGYPTE	M. Adel El Safty, assistant du Ministre des affaires étrangères pour les relations multilatérales
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	M. Herbert K. Reis, maître de conférences, faculté de droit de l'Université de New York
FÉDÉRATION DE RUSSIE	M. Vladimir V. Kuznetsov, conseiller, Mission permanente
FINLANDE	M. Erkki Kourula, Ministre conseiller, Mission permanente

FRANCE	M. Stephane Visconti, chargé de mission au Ministère des affaires étrangères
	M. Jean-François Bernicot, conseiller à la Cour des comptes
INDE	M. N. Sivasubramaniam, Vérificateur général des comptes et Contrôleur adjoint
JAPON	M. Hideki Goda, Premier Secrétaire, Mission permanente
JORDANIE	M. Hanna S. Odeh, consultant auprès de la Banque mondiale et du Fonds international de développement agricole
MALAISIE	M. Rosli bin Abdullah, Directeur des services d'assistance aux entreprises et à la gestion, Département de la comptabilité générale, Ministère des finances
MALI	M. Mahamane Amadou Maiga, deuxième conseiller (questions économiques, sociales, administratives et budgétaires)
ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD	M. Michael Wood, conseiller d'ambassade et conseiller juridique, Mission permanente
SÉNÉGAL	M. Mame Balla Sy, Ministre conseiller, Mission permanente
TUNISIE	M. Tarek Ben Hamida, conseiller, Mission permanente

B. Représentants d'organismes et bureaux des Nations Unies invités à la réunion

Mme Christine Dodson, Directrice du personnel

Mme Susan Mills, Contrôleur adjoint

Mme Christine Rollet, Administrateur général, Bureau du Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion

M. Nicholas Sardegna, Directeur, Division des bâtiments et des services commerciaux, Bureau des services généraux

Mme Maria Vicien-Milburn, Secrétaire du Tribunal administratif des Nations Unies
